

chand est arrivé à la tête de nos affaires en promettant une stricte économie dans les différentes administrations de notre service civil

L'électorat de Québec a eu confiance en les promesses d'un homme, qui avait peut-être ses défauts comme politicien, mais qui, du moins, avait à son actif tout l'attrait d'un nom sans tache et le mérite d'une réputation immaculée.

Nous serait-il donc permis de croire que l'hon M. Marchand et ceux qui l'entourent officiellement n'auront pas la poigne nécessaire pour accomplir le plus tôt possible les destitutions qui se commandent d'elles-mêmes à Québec ?

Nous avons pu avoir des griefs contre le ministère actuel, nous pourrions en avoir encore,—nous le confessons en toute sincérité,—dès que nous nous apercevrons que les glorieux élus du 11 mai manqueront à la foi jurée, mais nous devons tenir ce langage consciencieux dans l'intérêt du peuple de cette Province comme dans l'intérêt de ceux qui la gouvernent actuellement.

Encore une fois, on nous a promis l'économie administrative.

Il nous la faut.

Le premier pas dans ce sens sera donc de signifier leur congé à tous les employés dont la Province n'a pas besoin.

Le dicton *vae victis* est une parole moyenâgeuse, mais il a pris racine dans nos coutumes parlementaires. Nous ne voyons donc pas pourquoi le gouvernement libéral commencerait le premier à s'en départir, surtout quand ce serait en opposition directe avec ses plus chers intérêts.

D'ailleurs, nous avons confiance dans l'esprit de justice et d'honnêteté de l'hon M. Marchand, et nous sommes contents de voir

que la distribution du patronage et le choix des employés sera laissé entre ses mains.

De cette manière, le remède appliqué aux maux que nous signalons sera complètement efficace.

Le gouvernement a besoin d'honnêtes et laborieux employés.

C'est de cette manière que les dépenses de notre service administratif seront réduites de moitié, tout en nous donnant une aussi bonne administration.

Le fait est généralement admis : il y a des employés civils à Québec qui ne font pas le cinquième de la besogne d'un employé travailleur et zélé. Cependant ils retirent des salaires assez considérables tout comme.

Nous n'avons pas les moyens de faire ces largesses, on a pu le constater après l'exposé de notre situation financière pendant la dernière campagne.

Que l'on nous comprenne bien cependant. Loin de nous l'idée de demander au nouveau gouvernement de décréter le renvoi de tous les employés civils qui doivent leur nomination à leurs alliances avec la politique qui vient de subir une si humiliante défaite.

Il y a actuellement dans les départements nombre d'employés de cette dernière catégorie qui rendent des services réels au public qu'ils ont à desservir, employés zélés, pères de famille, qui gagnent honorablement l'humble salaire qui leur est alloué.

Ce n'est pas eux qu'il faut frapper, tant s'en faut.

Et puis, advenant le cas où ces largesses pourraient être permises, nous considérons qu'il serait bien plus logique et profitable d'employer ces deniers à grossir nos subventions scolaires qu'à faire de la philanthropie dans les départements.